

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE LA FAMILLE ET
DES PERSONNES HANDICAPÉES**

DIRECTION DE L'HOSPITALISATION
ET DE L'ORGANISATION DES SOINS
Sous-direction des professions paramédicales
et des personnels hospitaliers
Bureau des professions paramédicales,
des statuts et des personnels hospitaliers (P2)

Le ministre de la santé, de la famille et des personnes
handicapées

à

Mesdames et Messieurs les directeurs d'agence
régionale de l'hospitalisation
(pour mise en oeuvre)

Mesdames et Messieurs les préfets de région
Directions régionales des affaires sanitaires et
sociales
(pour mise en oeuvre)

Mesdames et Messieurs les préfets de département
Directions départementales des affaires sanitaires et
sociales
(pour mise en oeuvre)

Mesdames et Messieurs les directeurs de la santé
et du développement social
(pour mise en oeuvre)

CIRCULAIRE N°DHOS/P2/2003/376 du 28 juillet 2003 relative aux indemnités de stage versées aux étudiants manipulateurs d'électroradiologie médicale préparant le diplôme d'Etat de manipulateur d'électroradiologie médicale (DEMERM) et le diplôme de technicien supérieur (DTS)

Date d'application : immédiate

NOR : SANH0330323C (texte non paru au journal officiel)

Grille de classement : SP 3 332

Résumé : Modalités d'indemnisation des stages pour les étudiants manipulateurs d'électroradiologie médicale des filières DE et DTS
Mots-clés :
Textes de référence : <ul style="list-style-type: none">● Décret n°2003-409 du 28 avril 2003 modifiant le décret n°67-540 du 26 juin 1967 modifié portant création du diplôme d'Etat de manipulateur d'électroradiologie médicale (JO du 6 mai 2003).● Arrêté du 27 mai 2003 modifiant l'arrêté du 1^{er} août 1990 modifié relatif au programme des études préparatoires au diplôme d'Etat de manipulateur d'électroradiologie médicale (JO du 11 juin 2003).
Textes abrogés ou modifiés : néant

Annexes : Annexe 1 - Annexe 2 - Annexe 3 - Annexe 4

Afin de renforcer l'attractivité de la profession de manipulateur d'électroradiologie médicale auprès des jeunes, à compter de la rentrée 2003, les étudiants des 2 filières, celle du diplôme d'Etat de manipulateur d'électroradiologie médicale (DEMERM) et celle du diplôme de technicien supérieur (DTS), vont bénéficier d'un dispositif d'indemnisation des stages effectués en établissement de santé public ou privé, en application du décret n°2003-409 du 28 avril 2003 et de l'arrêt é du 27 mai 2003.

Le barème pour l'indemnisation des stages des étudiants des deux filières est fixé par semaine de stage et différemment selon l'année de formation :

- 23 € en première année ;
- 30 € en deuxième année ;
- 40 € en troisième année.

La mise en place de ce dispositif pour les deux filières se décline de la manière suivante :

1) Le dispositif d'indemnisation pour les étudiants relevant de la filière DE :

La création du diplôme d'Etat de manipulateur d'électroradiologie médicale procède du décret n°67-540 du 26 juin 1967 modifié et le programme des études préparatoires résulte de l'arrêté du 1^{er} août 1990 modifié. Le versement de l'indemnité de stage est effectué par l'établissement public de santé support de l'institut de formation et cela quel que soit le lieu de stage, (en établissement de santé public ou privé).

Le décret du 28 avril 2003 fixe le principe de l'indemnité des stages effectués par les étudiants et l'arrêté du 27 mai 2003 détermine les modalités de versement des indemnités de stage (annexe 1).

L'indemnisation des stages intervient, après service fait, au bénéfice des étudiants manipulateurs d'électroradiologie médicale préparant le diplôme d'Etat (DE) et accomplissant des stages au cours du cursus de formation de trois années à compter de septembre 2003. Cette indemnité est établie sur le nombre de semaines de stage décomptées en équivalent temps plein.

2) le dispositif d'indemnisation pour les étudiants relevant de la filière DTS :**a) Contenu du dispositif d'indemnisation des stages :**

Le versement correspondant à l'indemnisation des stages effectués en établissement de santé, public ou privé, par des étudiants techniciens supérieurs préparant le diplôme de technicien supérieur (DTS) est pris en charge par l'établissement public de santé le plus proche de l'institut de formation DTS. Pour tenir compte de l'implantation géographique des établissements publics de santé, la répartition est fixée par le tableau ci-joint **en annexe 2**.

En ce sens, les modalités d'indemnisation des stages effectués par les étudiants techniciens supérieurs seront définies par une convention signée entre le lycée dont relève l'institut de formation DTS et l'établissement public de santé le plus proche de l'institut de formation DTS selon le modèle figurant **en annexe 3**.

Pour ce faire, le lycée dont relève l'institut de formation DTS s'engage à fournir au centre hospitalier public, chaque trimestre et au plus tard à la date butoir fixée par les deux parties, l'ensemble des données permettant d'évaluer de manière prévisionnelle le montant des crédits nécessaires au financement de ces mesures pour l'exercice à venir.

L'indemnité de stage est versée, après service fait, aux étudiants techniciens supérieurs accomplissant des stages en établissement de santé au cours des trois années de formation à compter du 1^{er} septembre 2003. Cette indemnité est établie sur le nombre de semaines de stage, décomptées en équivalent temps plein.

Dans cette hypothèse, si l'étudiant technicien supérieur effectue quelques heures par semaine pendant plusieurs semaines, le décompte doit être calculé de telle manière que le nombre d'heures hebdomadaires atteigne une semaine à temps plein.

b) Cas particuliers concernant les étudiants bénéficiant d'une autre forme d'indemnité, du type indemnités de transport, de restauration, d'hébergement

Dans un souci d'équité entre les deux filières DE et DTS, il est demandé au lycée dont relève l'Institut de formation DTS de vérifier que ses étudiants ne bénéficient pas d'une quelconque indemnité versée par un organisme au titre de la note n°93-179 du 24 mars 1993 prise par les services de l'Education nationale (annexe 4). En effet, le cumul d'indemnités doit être proscrit.

L'application de cette mesure nécessite une étroite coopération entre les entités juridiques signataires : l'établissement public de santé et l'établissement public local d'enseignement considérés.

C'est pourquoi, le Ministre de la Jeunesse, de l'Education nationale et de la Recherche sera rendu destinataire de la présente circulaire, en vue de sa diffusion aux recteurs des académies concernées.

Vous voudrez bien me faire connaître les difficultés d'application que vous pourriez rencontrer dans la mise en œuvre de cette mesure qui intervient à compter de la rentrée 2003.

Pour le ministre

Le directeur de l'hospitalisation,
et de l'organisation des soins

Edouard COUTY